

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - CCAP

AOÛT 2018

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

## EXPLOITATION-MAINTENANCE DES CHAUFFERIES BIOMASSE ET DES RESEAUX DE CHALEUR

DE LA REGIE DU SIED 70

DE GY, MARNAY ET SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN

**Régie des ENR**

**SIED 70**

20 avenue des rives du lac  
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE



---

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>CONSISTANCE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS DE COMBUSTIBLES ET DE L'EXPLOITANT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>PRESTATIONS DE L'EXPLOITANT .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>ORGANISATION DES PRESTATIONS DUES PAR L'EXPLOITANT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>OBLIGATIONS DU SIED 70 .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>OBLIGATIONS COMMUNES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>CONDITIONS TECHNIQUES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>RESPONSABILITE GENERALE DE L'EXPLOITANT .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>REVISION DES PRIX.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>INTERESSEMENT OU PENALITE DE L'EXPLOITANT.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 15 -</b>	<b>PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 16 -</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 17 -</b>	<b>MISE EN DEMEURE - RESILIATION .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 18 -</b>	<b>CLAUSES DE JURIDICTION .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 19 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>29</b>

## **ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **1.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet l'exploitation, la maintenance et le renouvellement partiel des équipements des chaufferies biomasse de Gy, Marnay et Scey-sur-Saône-Et-Saint-Albin (70), de leur réseau de chaleur et des sous-stations raccordées.

Les prestations relatives à ce marché sont la gestion des commandes des combustibles (plaquettes, granulés ou fioul), la prise en charge de l'ensemble des installations de production, de distribution de l'énergie calorifique nécessaires pour la conduite, l'exploitation, la surveillance, l'entretien courant, le dépannage de l'intégralité des équipements techniques constitutifs des installations avec astreinte et le renouvellement partiel des équipements.

L'ensemble de ce marché est soumis à une obligation globale de résultat, tant au niveau de la qualité des combustibles, que des engagements de mixité, d'optimisation des consommations, du maintien des températures et de la continuité permanente du service.

La description des installations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le CCTP.

Le marché sera établi entre :

d'une part, l'entité adjudicatrice

**La Régie des EnR du SIED 70**  
**désignée dans le présent CCAP par**  
**l'expression « le SIED 70 ».**

et d'autre part,

**«L'Exploitant» ou «Le Titulaire»**  
**désigné par ces expressions dans le présent CCAP**

Pour le présent marché,

le Comptable assignataire est :

**Monsieur le Trésorier**  
**9 place du 11<sup>e</sup> chasseur - 70014 VESOUL CEDEX**

les entreprises chargées de la fourniture des combustibles sont désignées, dans le présent cahier des charges par les expressions «les Fournisseurs de combustibles» ou «le Fournisseur de plaquettes» ou «le Fournisseur de granulés» ou «le Fournisseur de fioul».

### **1.2 DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché débute à compter du **1er octobre 2018** et se termine **au 31 août 2021, avec reconduction éventuelle à la volonté expresse du SIED 70 pour deux périodes d'un an.**

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

---

Les pièces constitutives du Marché comprennent par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés de fournitures courantes et de services courants (C.C.A.G.- FCS 2009) ;
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat du 4 mai 2007.

Le C.C.A.G.-FCS et le Guide ne sont pas joints au dossier, mais en aucun cas les parties contractantes ne pourront se prévaloir de leur méconnaissance.

Le CCAG-FCS est consultable sur le site :

<http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Definitions/Entrees/CCAGFCS.htm>

Le Guide est consultable sur le site :

[http://www.minefe.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/oeap/gem/exploitation\\_chauffage/exploitation\\_chauffage.htm](http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/exploitation_chauffage/exploitation_chauffage.htm)

## **ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

---

### **3.1 CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance complète et entière des terrains des chaufferies et de leurs abords, ainsi que de tous les éléments généraux et de sécurité en relation avec la prestation qu'il doit assurer au titre du présent contrat.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance de l'intégralité des installations.

### **3.2 MODIFICATIONS PAR LE SIED 70**

Aucune modification technique ne peut être apportée aux installations par le SIED 70 sans que l'Exploitant en ait été préalablement informé.

### **3.3 MODIFICATIONS PAR LE TITULAIRE**

Aucune modification technique ne peut être apportée aux installations par le Titulaire même à ses frais, sans que le SIED 70 en ait été préalablement informé.

Ces modifications font l'objet d'un accord préalable prévoyant, en fin d'exécution du marché, soit la remise en état initial, soit le rachat de la modification par le SIED 70 à un prix à convenir avant son installation.

### **3.4 PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS**

#### **3.4.1 PROCÈS-VERBAL ET CONSIGNES**

Les installations, avant prise en charge par le Titulaire, feront l'objet d'un procès-verbal. Au cours de cette prise en charge seront mentionnées toutes les remarques que l'Exploitant pourrait être amené à formuler au sujet des ouvrages existants.

Le SIED 70 mettra à disposition du Titulaire, à sa demande, les DOE et tous documents concernant les travaux engagés précédemment, pour examen et toutes réserves éventuelles.

Dans le cas où le Titulaire accepterait ces installations sans réserve, il s'interdira tout recours ultérieur et renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel.

### 3.4.2 SUBROGATION

Le SIED 70 subroge le Titulaire dans ses droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations.

S'il s'agit de dommages mettant en jeu la responsabilité biennale ou décennale de l'installateur, des fournisseurs et (ou) des constructeurs ou la responsabilité d'un tiers, l'Exploitant fera son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur rencontre.

## ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS DE COMBUSTIBLES ET DE L'EXPLOITANT

---

### 4.1 FOURNITURE DE PLAQUETTES

L'Exploitant est responsable du contrôle et des commandes de plaquettes forestières nécessaires à la production de chaleur.

Le SIED 70 fournira les noms et les coordonnées des Fournisseurs de plaquettes retenus pour chaque site. Ceux-ci communiqueront à l'Exploitant un numéro de téléphone d'une ou de plusieurs personnes responsables qui pourront prendre en considération toute demande de livraison de plaquettes, ainsi qu'un numéro de télécopie ou une adresse électronique qui devra confirmer cette commande.

A la demande de l'Exploitant, le Fournisseur de plaquettes doit livrer dans un **délai maximum de 48 h ouvrées** à compter de la demi-journée durant laquelle l'Exploitant lui aura passé la commande.

Une **copie de la commande sera adressée au SIED 70** sans délai, par le même support que celui utilisé par l'Exploitant pour confirmer sa commande au Fournisseur de plaquettes (télécopie 03.84.77.00.01 – courriel : [c.chapelle@sied70.fr](mailto:c.chapelle@sied70.fr)).

Préalablement à la première livraison, le Fournisseur de plaquettes et l'Exploitant devront réaliser une réunion de concertation sur l'organisation des livraisons et établir un **protocole de sécurité**. Le compte-rendu de cette réunion ainsi que le protocole de sécurité seront transmis au SIED 70.

**L'Exploitant doit être représenté lors de chaque livraison de plaquettes.**

L'Exploitant procède à des **contrôles visuels** du chargement selon les dispositions prévues à l'article 4.2.3.

L'Exploitant peut également procéder à des prélèvements d'échantillons avant déchargement. Il dispose de trente (30) minutes pour en faire l'analyse conformément aux dispositions prévues à l'article ci-après, et au vu des résultats de l'analyse, **accepter ou non la livraison**.

Si l'Exploitant refuse la livraison, il doit engager une procédure de contrôle telle que définie à l'article suivant. Les coûts liés à cette procédure sont dans un premier temps assumés par l'Exploitant, mais si le motif de refus de livraison est confirmé par le laboratoire de contrôle, les coûts de contrôle seront à la charge du Fournisseur de plaquettes. Si le motif de refus de livraison est invalidé par le contrôle, les coûts de contrôle restent à la charge de l'Exploitant.

**En cas de refus de livraison, l'Exploitant informe sans délai le SIED 70 par mail** (courriel : [c.chapelle@sied70.fr](mailto:c.chapelle@sied70.fr))

S'il valide la livraison, l'Exploitant signe le bon de livraison.

La réception des produits et leur acceptation ne préjugent pas des résultats des éventuels contrôles en laboratoire.

Si les résultats des éventuels contrôles confirment la bonne qualité des plaquettes ou si l'Exploitant a accepté la livraison sans contrôles supplémentaires, celui-ci ne saura invoquer la responsabilité du Fournisseur de plaquettes dans le calcul du taux de couverture plaquettes défini à l'article 13 du présent CCAP.

Après déchargement du combustible, l'Exploitant fait son affaire des manutentions éventuelles à effectuer à l'intérieur du silo. Le nettoyage des abords du silo dans le cas où des plaquettes s'y trouveraient est à la charge du fournisseur de plaquettes.

L'Exploitant et le fournisseur de plaquettes prendront toutes dispositions pour interdire à toute personne étrangère à leur service, toute intervention inopportune sur les parties d'installations situées à l'intérieur et hors des locaux de service.

L'Exploitant veillera à obtenir des stocks « zéro » en fin de saison de chauffe afin de permettre l'entretien des silos.

## 4.2 CONTROLES DES LIVRAISONS DE PLAQUETTES

Compte-tenu des caractéristiques des chaudières, l'Exploitant est tenu de n'accepter qu'une plaquette constituée à 100% du volume livré de produits **directement issus de la forêt sans écorces**, ayant les caractéristiques suivantes :

### 4.2.1 CHAUFFERIES DE GY ET MARNAY

- *Granulométrie*

La granulométrie des plaquettes devra être de classe **P31F05 ou F01 si criblées**.

Queue de déchetage, taux admissible : 0 % de la masse,

Fraction grossière comprise entre 45 mm et 200 mm, taux max. admissible < 6% de la masse,

**Fraction principale comprise entre 3,15 et 31,5 mm - taux admissible : > 60% de la masse,**

Fraction fine < 3,15 mm - taux max. admissible : < 5% de la masse si plaquettes non criblées,

**Fine < à 1 mm - taux max. admissible : < 1,5 à 2 % de la masse.**

- *Humidité*

Le taux d'humidité des plaquettes devra être de classe **M25**.

Humidité sur brut du produit admissible : entre 20 et 30 %.

**Il sera refusé un taux d'humidité relative supérieure à 35%.**

### 4.2.2 CHAUFFERIE DE SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN

- *Granulométrie*

La granulométrie des plaquettes devra être de classe **P63F05**.

Queue de déchetage, taux admissible : 0 % de la masse,

Fraction grossière comprise entre 100 mm et 350 mm, taux max. admissible < 10% de la masse,

**Fraction principale comprise entre 3,15 et 63 mm - taux admissible : > 60% de la masse,**

Fraction fine < 3,15 mm - taux max. admissible : < 5% de la masse,

**Fine < à 1 mm - taux max. admissible : < 1,5 à 2 % de la masse.**

- *Humidité*

Le taux d'humidité des plaquettes devra être de classe **M40**.

Humidité sur brut du produit admissible : entre 35 et 45 %.

**Il sera refusé un taux d'humidité relative supérieure à 50%.**

#### **L'Exploitant doit vérifier la quantité et la qualité du combustible à chaque livraison.**

L'Exploitant pourra réaliser ponctuellement des contrôles des livraisons par prélèvements avant déchargement, ainsi que des contrôles par un laboratoire indépendant, **avec un minimum de trois contrôles obligatoires en laboratoire par saison de chauffe** (en début, milieu et fin de saison de chauffe), selon les modalités décrites ci-après.

Dans le cas où le fournisseur de plaquettes est certifié **CBQ+**, un **seul contrôle obligatoire en laboratoire** sera effectué, en milieu de saison de chauffe.

#### **L'Exploitant communiquera les résultats du contrôle au Fournisseur de plaquettes et au SIED 70.**

Toutefois, chaque livraison pourra faire l'objet d'une prise d'échantillon d'environ 20 litres, dont la moitié sera conservé par le Fournisseur de plaquettes et l'autre moitié par l'Exploitant, à des fins d'analyses ultérieures éventuelles (contrôles différés).

#### **4.2.3 PROCEDURE DE CONTROLE SIMPLE**

Un contrôle simple (annexe 1) de chaque livraison est effectué par l'Exploitant, afin de vérifier :

- *la présence de corps étrangers*

L'Exploitant doit procéder à un contrôle visuel des plaquettes pour vérifier que la livraison ne comporte aucun indésirable et corps étrangers, tel que pierre, ferrailles, cordes, terre...

L'exploitant ne pourra accepter de livraison comportant des déchets bois provenant par exemple de panneaux, palettes... et autres bois de rebut.

En cas de fourniture non conforme, l'Exploitant pourra refuser la livraison après prélèvement d'un échantillon et informe sans délai le SIED 70 par mail (courriel : c.chapelle@sied70.fr).

- *la granulométrie des plaquettes*

L'Exploitant doit procéder à un contrôle visuel des plaquettes en vérifiant l'homogénéité de leur taille (absence de queues de déchiquetage), mesurée à partir d'échantillons prélevés avant déchargement (annexe 2).

- *l'humidité des plaquettes*

L'Exploitant peut procéder à un contrôle de l'humidité des plaquettes selon la méthode suivante (dite méthode du « micro-ondes », annexes 3) :

1. Peser le plateau du four à micro-ondes : **m<sub>1</sub>**
2. Prélever 2 à 3 grosses poignées de plaquettes (300 g minimum) et les déposer sur le plateau du four à micro-ondes
3. Peser l'ensemble : **m<sub>2</sub>**
4. Déshydrater, dans le four à micro-ondes par étapes d'une minute, noter le poids à chaque étape
5. Recommencer l'opération jusqu'à l'apparition des tâches de pyrolyse, peser l'échantillon et le plateau : **m<sub>p</sub>**

La diminution de la masse correspond à la quantité d'eau évaporée. On obtient ainsi **le taux d'humidité H %** (en %) :

$$H \% = 100 \times [(m_2 - m_p - m_{p-1}) / (m_2 - m_1)]$$

avec

$m_1$  : masse du plateau (en kg)

$m_2$  : masse du plateau et de l'échantillon humide (en kg)

$m_p$  : masse du plateau et de l'échantillon après apparition des taches de pyrolyse (en kg)

$m_{p-1}$  : masse du plateau et de l'échantillon lors de la pesée du plateau et de l'échantillon, lors de la pesée précédant l'apparition de tache de pyrolyse (en kg)

Nota Bene : Cette méthode est rapide (moins de 20 min) mais nécessite une présence humaine constante afin d'arrêter le chauffage de l'échantillon dès que le bois présente un début de pyrolyse.

Les résultats de chaque analyse seront consignés dans le livret de chaufferie et un double sera transmis au SIED 70.

#### 4.2.4 CONTROLE PAR UN LABORATOIRE

L'Exploitant peut procéder de manière ponctuelle et inopinée à un contrôle plus poussé par un laboratoire compétent indépendant.

Toutefois, **trois contrôles obligatoires** seront réalisés sur chaque saison de chauffe, répartis de la façon suivante : en début (septembre-octobre), en milieu (janvier-février) et en fin de saison de chauffe (avril-mai).

Si le Fournisseur de plaquettes est certifié **CBQ+**, un **seul contrôle obligatoire** sera réalisé en milieu de saison de chauffe (janvier-février).

Ces opérations de vérification seront réalisées par un organisme de contrôle indépendant et compétent, choisi par l'Exploitant, dans le cadre du protocole suivant.

Les échantillons contrôlés pourront être, au choix de l'Exploitant :

- un échantillon prélevé par le Fournisseur de plaquettes lors du chargement du camion,
- un échantillon prélevé lors de la livraison par l'Exploitant,
- un échantillon prélevé par l'Exploitant, en présence du Fournisseur de plaquettes, dans la chaîne d'alimentation de la chaudière, en amont de celle-ci.

**L'Exploitant peut refuser une livraison en attente du retour des résultats du laboratoire de contrôle.**

**En cas de refus de livraison, l'Exploitant en informe immédiatement le SIED 70.**

- *Echantillonnage*

Les échantillons seront au minimum prélevés de la façon suivante (conformément à la norme ISO 18135) :

1. Il est prélevé 5 échantillons de 5 litres en 5 points différents
2. les 5 échantillons de base sont mélangés et subissent une procédure d'échantillonnage, définie par l'organisme de contrôle chargé des mesures, qui aboutit à un échantillon final de 15 litres
3. L'échantillon final est mis dans une boîte ou un sachet étanche.

- *Mesures et analyses*

L'échantillon sera adressé à l'organisme de contrôle indépendant, choisi par l'Exploitant, pour détermination des caractéristiques suivantes :

- **Taux d'humidité** : déterminé par pesée de l'échantillon humide  $M_b$ , dessiccation de l'échantillon à l'étuve pendant 24 heures minimum et pesée de l'échantillon desséché  $M_a$ .
- **Granulométrie** : déterminée par analyse de la dispersion des particules de bois autour du standard défini selon la norme ISO 17225-1, y compris du pourcentage de fines sèches à la maille de 1mm.



#### ▪ **Recherche et identification des corps étrangers.**

Si les résultats des analyses correspondent aux caractéristiques définies aux articles 4.2.1 et 4.2.2, le coût de ces contrôles sera à la charge de l'Exploitant.

Si les résultats des analyses ne correspondent pas aux caractéristiques définies aux articles 4.2.1 et 4.2.2, le coût de ces contrôles sera à la charge du Fournisseur de plaquettes.

Les résultats des analyses seront transmis en copie au SIED 70 et au Fournisseur de plaquettes.

#### **4.2.5 CONTROLES SUPPLEMENTAIRES**

Le Fournisseur de plaquettes devra également assurer à ses frais, l'ensemble des contrôles éventuels nécessaires à la certification CBQ+ ou équivalent.

### **4.3 FOURNITURE DE FIOUL DOMESTIQUE**

L'Exploitant est responsable des commandes de fioul domestique nécessaire à la production de chaleur d'appoint-secours des chaufferies de Marnay et Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin.

Le SIED 70 fournira le nom et les coordonnées du Fournisseur de fioul retenu. Celui-ci communiquera à l'Exploitant un numéro de téléphone d'une ou de plusieurs personnes responsables qui pourront prendre en considération toute demande de livraison de fioul domestique, ainsi qu'un numéro de télécopie ou une adresse électronique qui devra confirmer cette commande.

A la demande de l'Exploitant, le Fournisseur de fioul doit livrer dans un **délai maximum de 48h ouvrées** à compter du lendemain de la journée durant laquelle l'Exploitant lui aura passé la commande.

Une copie de la commande sera adressée au SIED 70 sans délai, par le même support que celui utilisé par l'Exploitant pour confirmer sa commande au Fournisseur de fioul (télécopie 03.84.77.00.01 – courriel : [c.chapelle@sied70.fr](mailto:c.chapelle@sied70.fr))

L'Exploitant a la possibilité de fournir un exemplaire de la clé du portail au Fournisseur de fioul afin que celui-ci gère ses livraisons sans sa présence. Toutefois, pour la première livraison, l'Exploitant sera présent afin de mettre en place, avec le Fournisseur de fioul, le protocole à respecter lors des livraisons.

Le cas échéant, l'Exploitant devra être présent lors de chaque livraison et signera le bon de livraison.

Les opérations de livraison sont assurées par le Fournisseur de fioul à ses risques et périls et sous sa responsabilité, dans les conditions respectant le site et les équipements installés (aire d'accès et de manœuvre, trappe...).

Le Fournisseur de fioul prendra toutes dispositions pour interdire à toute personne étrangère à son service, toute intervention inopportune sur les parties d'installations situées à l'intérieur et hors des locaux de service.

Le Fournisseur de fioul assure le maintien en état de propreté de la zone de livraison.

### **4.4 FOURNITURE DE GRANULES**

L'Exploitant est responsable des commandes de granulés nécessaire à la production de chaleur d'appoint-secours de la chaufferie de Gy.

Il doit prévenir le SIED 70, par mail, de son intention de passer commande dans un délai de 96 heures ouvrées avant le jour de la commande. Le SIED 70 lui fournira le nom et les coordonnées du Fournisseur de granulés, dans un délai maximum de 48 heures ouvrées au lendemain du jour de réception du mail d'intention de l'Exploitant.

Une copie de la commande sera adressée au SIED 70 sans délai, par le même support que celui utilisé par l'Exploitant pour confirmer sa commande au Fournisseur de granulés (télécopie 03.84.77.00.01 – courriel : [c.chapelle@sied70.fr](mailto:c.chapelle@sied70.fr))

L'Exploitant doit être représenté lors de chaque livraison de granulés, signé le bon de livraison et en adresser une copie sans délai au SIED 70.

L'Exploitant fait son affaire des manutentions éventuelles à effectuer avant la livraison à l'intérieur du silo ainsi que le nettoyage des abords du silo dans le cas où de la poussière de granulés s'y trouverait.

---

## **ARTICLE 5 - PRESTATIONS DE L'EXPLOITANT**

---

### **5.1 ENERGIE –COMPTAGE**

Les combustibles utilisés sont les plaquettes forestières à titre d'énergie principale et au titre de l'appoint et du secours, le fioul pour les chaufferies de Marnay et Scey-sur-Saône-Et-Saint-Albin et les granulés pour la chaufferie de Gy.

L'Exploitant doit assurer, pour le compte du SIED 70, le chauffage des locaux durant la période dite "saison de chauffe". Les conditions de cette fourniture seront établies en fonction des exigences respectives des usagers.

La production d'eau chaude sera assurée tout au long de la saison de chauffe.

L'Exploitant interrompra la production de chaleur durant 3 mois, entre le 15 juin et le 15 septembre après accord avec le SIED 70 et suivant les nécessités climatiques.

Ces obligations seront remplies dans le cadre des conditions techniques fixées au CCTP.

**L'Exploitant assure la fourniture de la chaleur nécessaire au chauffage des locaux en qualité et quantité pendant toute la saison de chauffe.** Aucune interruption n'est prévue lors de cette période.

La quantité d'énergie produite sera déterminée à partir de la mesure de la quantité de MWh comptabilisée aux compteurs installés en sortie de chacune des chaudières.

### **5.2 EXPLOITATIONS DES INSTALLATIONS PRISES EN CHARGE**

L'Exploitant assure la conduite, la surveillance, les réglages des éléments constituant les installations définies au CCTP et ses annexes par le système de télégestion.

**La limite d'intervention de l'Exploitant dans le cadre du présent marché est fixée en amont des brides ou vannes du circuit secondaire des échangeurs implantés en sous-stations.**

L'exploitation des circuits secondaires en aval de l'échangeur, demeurent à la charge des gestionnaires d'établissements.

Le bon fonctionnement et la gestion du système de télégestion sont à la charge de l'Exploitant.

Pour les appareils de traitement des eaux en chaufferie centrale, l'Exploitant en assure le bon fonctionnement et fournit les produits nécessaires.

L'Exploitant s'oblige à informer, dans les plus brefs délais, pour tous moyens appropriés, le SIED 70, des incidents survenus dans la conduite ou sur les installations ainsi que de toutes les difficultés d'exploitation rencontrées.

### 5.3 RÉGLAGES ET ÉQUILIBRAGE

Les réglages initiaux en chaufferie et l'équilibrage des réseaux de chaleur étant en principe réalisés à l'origine par les installateurs, l'Exploitant assurera d'une façon permanente le maintien du réglage optimal des installations.

Il devra améliorer celui-ci si nécessaire en vue de l'obtention du résultat imposé.

Il permettra au SIED 70 d'en vérifier l'efficacité par des relevés de températures dans les locaux en accord avec les usagers. Ces relevés seront effectués par l'Exploitant, à la demande au SIED 70, et conformément aux usages, avec l'accord préalable des usagers.

L'Exploitant devra, à partir des informations fournies par les appareils de contrôle de température dans les locaux, effectuer les corrections nécessaires et suffisantes des réglages sur les équipements techniques dont il a la charge en référence au présent marché.

S'il s'avérait que ces corrections ne soient pas réalisables, l'Exploitant, preuves à l'appui, se rapprocherait du SIED 70, afin de déterminer en commun les décisions les plus appropriées à l'amélioration des différents niveaux de confort exigés.

Les interventions et les travaux éventuellement induits sur les installations existantes à charge des gestionnaires d'établissement sont dissociés du présent marché.

### 5.4 CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION

Les représentants du SIED 70 peuvent à tout moment procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler les installations par un Organisme Technique habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité de l'Exploitant qui demeure pleine et entière.

L'Exploitant tient à jour un journal de marche pour chaque site d'exploitation, sur lequel sont consignés tous les renseignements caractéristiques que les représentants du SIED 70 lui demandent.

Ces cahiers mentionnent toutes les interventions d'entretien, y compris celles portant sur les équipements dont les gestionnaires d'établissements assurent la conduite et qui seraient susceptibles de modifier les dispositions prévues au présent marché.

Toute intervention non mentionnée et non visée par les représentants du SIED 70 est réputée non exécutée.

Toute anomalie constatée ou prévisible et signalée par l'Exploitant, fera l'objet d'un examen en commun.

### 5.5 PERSONNEL

#### 5.5.1 MISE À DISPOSITION

L'Exploitant, dont la responsabilité est permanente, mettra à disposition durant toute la durée du marché, y compris les week-end et jours fériés, le personnel nécessaire à la direction, la conduite, la surveillance, le contrôle, la commande des combustibles, l'entretien et l'astreinte de l'ensemble des installations concernées par le présent contrat.

Il en est de même pour les dépannages en chaufferies, sur les réseaux de chaleur et en sous-stations.

#### 5.5.2 COMPÉTENCES REQUISES

Le personnel de l'Exploitant devra présenter les qualités et compétences requises, tant en terme de technicité, particulièrement sur la **maintenance des chaudières bois**, que de capacité relationnelle, faute de quoi le SIED 70 pourra exiger son remplacement sans avoir à justifier de sa demande.

### 5.5.3 LOIS SOCIALES

L'Exploitant assurera à son personnel le bénéfice des lois sociales et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du contrat que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaires ou contractuelles.

### 5.5.4 OUTILLAGE

**L'Exploitant fournira à ses frais l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations** définies au présent contrat, y compris la fourniture des ingrédients nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation des diverses installations, à savoir entre autres, les huiles, graisses, peintures et produits de traitement de l'eau chaude. Pour ces derniers, l'Exploitant se conformera aux directives des fournisseurs des équipements.

**Le prix de ces fournitures est réputé inclus dans le prix du poste P2.**

### 5.5.5 CONSOMMABLES ET PIÈCES DE RECHANGE

**La fourniture des petites pièces consommables, de rechange ou de renouvellement, d'une valeur inférieure à 200€ HT, sont comprises dans le contrat.**

Au-delà d'une valeur de 200 € HT (fourniture uniquement hors frais de port), les pièces de rechange ou renouvellement seront fournies ou payées par le SIED 70 sur présentation de leurs factures. Le prix payé par le SIED 70 sera égal au prix justifié par ces factures certifiées conformes, multiplié par un coefficient égal à 1,1. En cas de frais de port, ceux-ci seront payés au prix justifié.

Toute intervention supérieure de 500 € HT (fournitures et main d'œuvre comprises) devra avoir fait l'objet d'un accord du SIED 70, préalable à son exécution. Si la valeur unitaire de fourniture est inférieure à 200 € HT, cette intervention est comprise dans le contrat P2, au-delà, elle sera réglée dans les conditions énoncées au paragraphe précédent.

## 5.6 ASTREINTE

L'Exploitant est représenté à l'adresse qui sera mentionnée à l'acte d'engagement.

**La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone de l'Exploitant et de la permanence d'astreinte doivent être apposés sur la porte d'entrée des chaufferies et des sous-stations.**

En dehors des heures et jours de présence sur les sites, l'Exploitant dépêche une équipe d'astreinte connaissant les sites et les installations et donc capable de prendre les mesures conservatoires en cas de défaillance sur quelque installation que ce soit incluse au contrat.

Les modalités précises d'organisation sont indiquées par l'Exploitant dans le projet d'organisation qu'il a établi lors de la remise de son offre.

L'Exploitant communique au SIED 70 un numéro de téléphone d'astreinte où il sera toujours possible de laisser un message 24 h/24 h. Il revient à l'exploitant la responsabilité de respecter les délais d'intervention définis au CCTP, après dépose du message.

---

## ARTICLE 6 - ORGANISATION DES PRESTATIONS DUES PAR L'EXPLOITANT

---

### 6.1 ENTRETIEN DES ABORDS

L'Exploitant aura à sa charge, l'entretien régulier des terrains sur lesquels se situent les chaufferies : balayage des enrobés, tonte, désherbage..., pour que les abords des sites soient toujours propres tout au long de l'année.

## **6.2 ENTRETIEN DES INSTALLATIONS**

L'Exploitant assure l'entretien des installations décrites en annexes du CCTP, dans le cadre de prestations comprises dans le prix "P2" définies sur le « Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat ».

**Il sera fait autant d'interventions que l'exige la bonne marche des installations.**

Une réunion annuelle sera organisée par l'Exploitant avec le SIED 70 afin de faire le bilan de la saison de chauffe écoulée, d'examiner les critères de qualité d'exploitation, de faire le point sur les interventions réalisées et à réaliser pour la période à venir et envisager les mesures d'amélioration à prendre pour la gestion quotidienne des installations.

### **6.2.1 POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

L'Exploitant conduit les installations en prenant toutes les mesures nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en ce qui concerne la fumivoricité et la pollution, évitant la salissure et la détérioration du voisinage et de leurs abords.

Les travaux de ramonage des cheminées incombent également à l'Exploitant.

### **6.2.2 EVACUATION DES DÉCHETS ET CENDRES**

L'Exploitant assure la manutention des conteneurs de déchets et cendres entre la zone de remplissage et de stockage hors de l'enceinte de la chaufferie, l'évacuation et la mise en décharge des déchets et des cendres résultant de l'exploitation dans le cadre des réglementations sur l'environnement existantes et à venir (réglementation déchets, ICPE, etc).

Toutes ces interventions sont incluses dans le P2, de plus, l'Exploitant fera réaliser à ses frais tous les contrôles réglementaires nécessaires.

L'Exploitant fera réaliser à ses frais tous les contrôles réglementaires nécessaires ainsi que les coûts engendrant par la mise en décharge des cendres et déchets.

**Aucun container ne sera stocké à l'extérieur des chaufferies et pas plus de 2 containers pleins ne devront rester stockés à l'intérieur.**

### **6.2.3 POLLUTION DES EAUX**

L'Exploitant est responsable des rejets des eaux et devra prendre les dispositions nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur.

### **6.2.4 INSTALLATION ÉLECTRIQUE**

L'Exploitant maintient en état de fonctionnement, à ses frais et conformément aux règles de sécurité, l'installation électrique en chaufferie, y compris appareils d'éclairage, fusibles, appareillages de l'ensemble des installations et équipements connexes pris en charge au titre du présent contrat et fournit à ses frais les rechanges nécessaires.

## **6.3 OPÉRATIONS ANNUELLES D'ENTRETIEN**

Pour les travaux annuels d'entretien nécessitant un arrêt de tout ou partie d'installations, ceux-ci seront réalisés lors de l'arrêt estival de la chaufferie ou à défaut, dans les meilleurs délais compatibles avec leur importance, le planning d'intervention étant dressé en accord avec les représentants du SIED 70.

## 6.4 DEVOIR D'INFORMATION - MESURES D'URGENCE

L'Exploitant doit signaler aux représentants du SIED 70, les incidences constatées ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention ou la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

Dans des circonstances exigeant une interruption immédiate, l'Exploitant est autorisé à prendre les mesures d'urgence. **Il doit en aviser les représentants du SIED 70 dans les plus courts délais.**

## 6.5 PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION

L'Exploitant formule, dès que nécessaire, des suggestions en vue d'assurer la remise en état ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier des installations, même si ces derniers ne sont pas pris en charge dans le cadre du présent contrat.

## 6.6 ORGANES DE COMPTAGE

### 6.6.1 VERIFICATION DES COMPTAGES MWh CHAUFFERIES / COMPTAGES MWh SOUS-STATIONS

La vérification du bon fonctionnement des comptages MWh en chaufferies centrales et en sous-stations sont à la charge de l'Exploitant.

Le titulaire fait effectuer à ses frais, une fois par an, par un expert agréé conformément à la réglementation en vigueur, le contrôle du bon fonctionnement des compteurs dont il a la charge et qui sont indiqués à ce titre dans le cahier des charges.

### 6.6.2 CONTRÔLE ET ÉTALONNAGE DES COMPTEURS MWh CHAUFFERIES

Les contrôles ou étalonnages demandés par le SIED 70 en vue de vérifications supplémentaires seront :

- soit à la charge du SIED 70, si ces contrôles et étalonnages ne mettent pas en évidence une erreur supérieure à l'erreur maximale garantie par le constructeur ;
- soit à la charge de l'Exploitant si ces contrôles et étalonnages mettent en évidence une erreur supérieure à l'erreur maximale garantie par le constructeur.

L'entretien et le remplacement des compteurs sont à la charge de l'Exploitant.

**En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste d'un compteur, l'Exploitant est tenu de le signaler d'urgence aux représentants du SIED 70. Il dispose d'un mois pour sa remise en état ou son remplacement par un appareil similaire.**

**Les nouveaux compteurs de chaleur seront obligatoirement plombés avec une vérification de l'installation avant sa mise en service (VCI) et accompagnés d'un carnet métrologique disposé sur le lieu d'utilisation.**

## 6.7 ANALYSE DE L'EAU

L'Exploitant doit faire procéder, à ses frais, à l'analyse de l'eau du réseau et de l'eau traitée dans les délais réglementaires.

Ces résultats seront communiqués au SIED 70.

En fonction du résultat observé, des mesures pourront être prises à la diligence de l'Exploitant.

L'Exploitant veillera au dégazage permanent des installations.

## **6.8 EXTINCTEURS, DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE**

Le contrôle et les visites légales et réglementaires des extincteurs et des installations de sécurité incendie sont à la charge de l'Exploitant.

L'Exploitant est responsable des dispositions à prendre pour leur exécution.

## **6.9 SCHÉMA DES INSTALLATIONS**

L'Exploitant veillera au maintien, en chaufferies et en sous-stations, du ou des schémas des installations de chauffage et électriques, tenus conformes en permanence.

Cette schématique sera également mise en place et tenue à jour au niveau de la télégestion.

## **6.10 CONTRÔLES, VISITES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DES INSTALLATIONS**

Les contrôles, visites légales et réglementaires des installations faisant l'objet du présent marché sont assurés par L'Exploitant à ses frais.

L'Exploitant est responsable des dispositions à prendre pour leur exécution par les Organismes de contrôle agréés.

Il en informera en temps utile le SIED 70 et lui fera parvenir dans les plus brefs délais une copie du rapport du contrôleur après qu'il en aura été destinataire.

## **6.11 BILAN ANNUEL**

L'Exploitant fournira à l'issue de chaque saison de chauffe, et au plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre, un rapport d'exploitation par site :

- L'analyse des consommations et des rendements en chaufferie et sur l'ensemble du réseau ;
- Le bilan des pertes réseau ;
- Le bilan annuel de l'exploitation de la télégestion ;
- Le bilan de la mixité ;
- Le calcul de l'intéressement sur la mixité pour l'exercice écoulé, y compris tous les justificatifs nécessaires à sa définition ;
- Le bilan des appels des abonnés avec indication des nom, date et raison de l'appel, la fiche de l'intervention réalisée et sa durée ;
- Le récapitulatif des pannes rencontrées et interventions réalisées (autres que celles précédemment demandées), avec indication des dates, durées et types d'intervention ;
- La liste des travaux réalisés sur l'ensemble des installations (chaufferies, réseaux de chaleur et sous-stations) ;
- Les propositions de travaux à réaliser ;
- Les documents à jour concernant les paramétrages de l'installation ;
- L'indication des mises aux normes à prévoir ;
- La liste à jour des matériels en stock ;
- Les propositions de travaux à réaliser ;
- Les certificats de contrôle des différents compteurs réalisé ;

- L'ensemble des justificatifs des contrôles réglementaires effectués ;

Par ailleurs, l'Exploitant organisera une réunion annuelle, telle que définie à l'article 6.2 du présent CCAP.

### **6.12 LIVRET DE CHAUFFERIE ET CARNETS METROLOGIQUES.**

L'Exploitant est chargé de la tenue du livret en chaufferies et des carnets métrologiques de chaque compteur d'énergie.

### **6.13 DISPOSITION EN FIN DE MARCHÉ**

L'Exploitant s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les installations en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement et prête à débiter sans incident une nouvelle saison de chauffage.

### **6.14 REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT**

#### ***Etat des lieux***

L'Exploitant est parfaitement informé que sa responsabilité pourra être recherchée pour tout incident mettant hors d'état de fonctionner les matériels.

A la fin du contrat, un état des lieux et le procès verbal d'un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront dressés contradictoirement.

Toute contestation sera réglée selon les dispositions de la législation en vigueur.

Si des réparations sont nécessaires, le paiement de la dernière échéance du contrat sera différé jusqu'à la réalisation des travaux d'entretien et de remise en état incombant à l'Exploitant, dans la limite des obligations de ce présent marché.

### **6.15 DÉGRADATIONS**

L'Exploitant est responsable de toutes dégradations occasionnées d'une façon quelconque par les transporteurs ou employés d'exploitation, aux bâtiments, chaussées, clôtures, appareils, etc... du domaine de l'ensemble immobilier concerné par le présent marché.

Le SIED 70 se réserve le droit d'exécuter, par ses soins, au compte de l'Exploitant, la réparation des dégâts commis.

Le SIED 70 se réserve également le droit d'exiger le renvoi de tout ouvrier ou employé de l'Exploitant qui sera rendu coupable de manquements graves dûment constatés.

La notification de ces manquements sera faite par lettre recommandée.

---

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU SIED 70**

---

### **7.1 LOCAUX À DISPOSITION**

Le SIED 70 met à la disposition de l'Exploitant, à titre gratuit pendant toute la durée du marché :

- les locaux de la chaufferie ;
- les installations décrites au CCTP.

L'accès aux sous-stations des usagers s'effectuera selon un protocole défini en préalable par les représentants du SIED 70 avec les abonnés.



## **7.2 OBLIGATIONS D'ENTRETIEN**

Le SIED 70 maintiendra en bon état le génie-civil des locaux (maçonnerie, étanchéité) mis à la disposition de l'Exploitant, conformément aux règlements de police et d'assurance.

**L'Exploitant est tenu d'informer le SIED 70 dès qu'il constate une dégradation sur le génie-civil des locaux et sur les abords.**

## **7.3 MISES AUX NORMES**

Le SIED 70 doit, à ses frais, rendre les installations conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur.

**L'Exploitant est tenu d'informer le SIED 70 de toute modification qui pourrait concerner ses installations.**

## **7.4 EAU / FOURNITURES**

La fourniture de l'eau froide nécessaire à l'entretien et au fonctionnement des installations est à la charge du SIED 70.

L'Exploitant sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s'il peut apporter la preuve qu'elles sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

Il informe à ce titre le SIED 70 des éventuelles fuites constatées.

## **7.5 ELECTRICITÉ / FOURNITURE**

La fourniture d'électricité nécessaire à l'éclairage, à l'entretien et au fonctionnement général de l'ensemble des installations est à la charge du SIED 70.

L'Exploitant sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives (électricité) sauf s'il peut apporter la preuve qu'elles sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

## **7.6 COMMANDE DES COMBUSTIBLES**

L'Exploitant est responsable des commandes du combustible aux Fournisseurs de plaquettes, de granulés et de fioul des chaufferies. Il assumera l'entière responsabilité de tout retard d'approvisionnement, quelque soit son origine.

---

# **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS COMMUNES**

---

## **8.1 MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

Tout changement dans les installations modifiant les conditions du marché fera l'objet d'un avenant, après examen sur l'incidence de celui-ci dans le cadre du marché de base.

### **8.1.1 RESEAU DE CHALEUR DE GY**

En 2019, le pôle scolaire, actuellement en cours de construction, sera raccordé à la chaufferie et comprendra deux nouvelles sous-stations de 41 kW et 87 kW (dont 15 KW pour une future extension) pour des besoins annuels estimés à 52. MWh.

Ce raccordement avait été inclus dans les études d'avant-projets de la chaufferie, ainsi les puissances et besoins nécessaires ont donc intégrés aux dimensionnements de la chaufferie actuelle.

**Le complément de tarif au titre du P2 pour ces deux nouvelles sous-stations est à renseigner dans l'acte d'engagement. La prise d'effet des prestations sera la date de mise en service du bâtiment.**

Une étude de faisabilité est actuellement en cours avant d'étudier la possibilité de raccorder l'EHPAD et son extension et éventuellement la gendarmerie et la trésorerie.

Selon les estimations, les besoins en sous-stations seraient de 370 MWh pour l'EHPAD et 70 et 20 MWh pour la gendarmerie et la trésorerie, pour des puissances respectives en sous-stations de 160 kW et 76 et 15 kW.

Avec le raccordement de la gendarmerie et la trésorerie, en plus de l'EHPAD, la puissance véhiculée par le réseau serait plus importante et pourrait dépasser les capacités de la chaufferie biomasse existante.

La solution envisagée consisterait à ce que la puissance fioul, située dans l'EHPAD, serait partagée avec tout le réseau. Les deux anciennes chaudières seraient remplacées par une chaudière unique de 200 kW, qui serait raccordée directement sur le réseau de chaleur, en amont de la sous-station de l'EHPAD.

Cette chaudière ferait partie des équipements du réseau de chaleur et son entretien rentrerait dans les prestations dues par ce marché.

Le taux de couverture plaquettes dans cette configuration serait alors de 70%.

Le réseau fournirait ainsi l'énergie durant toute l'année, par l'intermédiaire de la chaudière fioul pour la production de l'ECS de l'EHPAD.

La perspective de ces raccordements serait aux alentours de 2020-2021.

**Le complément de tarif au titre du P2 pour ces nouvelles sous-stations est à renseigner dans l'acte d'engagement. La prise d'effet des prestations sera la date de mise en service des raccordements.**

#### **8.1.2 RÉSEAU DE CHALEUR DE SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN**

Habitat 70 prévoit de construire, à proximité de la sous-station Château de Rance du collège, une résidence seniors de 19 logements et souhaiterait être raccordé au réseau de chaleur. Selon leur estimation, la puissance sera de 70 kW et la consommation d'énergie annuelle de 126 MWh.

**Le complément de tarif au titre du P2 pour cette nouvelle sous-station est à renseigner dans l'acte d'engagement. La prise d'effet des prestations sera la date de mise en service du bâtiment.**

### **8.2 EXTENSION OU RÉDUCTION DE L'INSTALLATION**

L'exploitation pourra être étendue, ou réduite, après accord entre les parties par voie d'avenant au marché.

Cet avenant sera établi par assimilation à l'installation faisant l'objet du Marché.

Il reste convenu que cette disposition éventuelle s'inscrit dans le souci de maintenir d'une part l'équilibre financier du marché d'exploitation et d'autre part fait référence aux possibilités techniques des équipements de production et de distribution de chaleur mis en œuvre à la prise en charge du présent marché.

#### **8.2.1 EXTENSION EN COURS D'ETUDE**

Actuellement, une extension du réseau de chaleur de Gy vers l'EHPAD, la gendarmerie et la trésorerie est en cours de réalisation. Celle-ci pourrait devenir effective en 2020 ou 2021 et fera l'objet d'un avenant au contrat.

### 8.3 CONDUITE EN CAS DE PÉNURIE DE COMBUSTIBLE OU DE CHALEUR

En cas de pénurie de fourniture de chaleur ou de combustible, le SIED 70 et l'Exploitant rechercheront en commun, et dans l'ordre des priorités que l'Administration pourrait imposer, les mesures propres à limiter dans toute la mesure du possible les effets d'une diminution ou d'une interruption du service.

---

## ARTICLE 9 - CONDITIONS TECHNIQUES

---

### 9.1 CHAUFFAGE DES LOCAUX

#### 9.1.1 GARANTIE DE TEMPÉRATURE

L'Exploitant doit maintenir au minimum les températures réglementaires dans les locaux chauffés en fonction des usagers, dans les conditions fixées à l'article 6.1 du C.C.T.P, tant que la température journalière moyenne est supérieure ou égale à la température extérieure de base (-13°C).

#### 9.1.2 MESURE DES TEMPÉRATURES INTÉRIEURES

Les températures seront mesurées conformément à la réglementation en vigueur.

#### 9.1.3 LIMITE D'OBLIGATION DU RESPECT DES TEMPÉRATURES

Dans le cas où la température extérieure s'abaisserait au-dessous de la température extérieure de base, l'Exploitant assurera le meilleur chauffage compatible avec la puissance des installations et leur sécurité de marche.

Le SIED 70 se réservant le droit de faire contrôler, le cas échéant, par un organisme de son choix, que le régime maximum des installations est effectivement atteint.

#### 9.1.4 MISE EN SERVICE ET ARRÊT DU CHAUFFAGE

L'Exploitant doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage des locaux, **dans les douze heures** suivant la demande du SIED 70 pendant la période contractuelle du présent marché.

Le SIED 70, en accord avec les usagers, pourra au cours du marché, faire interrompre ou mettre en route le chauffage suivant les nécessités climatiques.

L'arrêt et la remise en route des installations demeurent à la charge de l'Exploitant.

---

## ARTICLE 10 - RESPONSABILITE GENERALE DE L'EXPLOITANT

---

### 10.1 RESPONSABILITÉ CIVILE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'Exploitant est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure la conduite.

L'Exploitant prend en charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant des prestations qui lui sont confiées.

A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché, dont une copie, certifiée conforme, sera fournie aux représentants du SIED 70. **Il adresse régulièrement au SIED 70, à l'échéance de chaque période de garantie, une copie de sa nouvelle attestation.**

## 10.2 EXCEPTIONS

Sont exclus de sa responsabilité, sous bénéfice de preuve apportée, les dommages dus à l'intervention des tiers qu'ils n'ont pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

## 10.3 MODIFICATIONS LÉGISLATIVES OU RÉGLEMENTAIRES

Si l'installation ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, l'Exploitant, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au représentant du SIED 70, lequel est tenu d'y porter remède aussi rapidement que possible.

Le SIED 70 pourra demander à l'Exploitant de lui assurer l'obligation de conseil née de l'acceptation du présent contrat, sans que cela constitue de sa part un engagement de commande, des éventuels travaux qui s'avéreraient nécessaires pour répondre à la réglementation.

Sous réserve que l'installation et les locaux visés ci-dessus restent conformes à cette réglementation, l'Exploitant est responsable de la bonne observation en chaufferies et sous-stations, des règlements de sécurité et de lutte contre la pollution atmosphérique et contre la pollution des eaux.

Ces obligations sont indépendantes du marché de travaux concernant le niveau de conformité des chaufferies centrales qui serait susceptible d'être imposé par les autorités de tutelle.

## 10.4 RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES DE L'EXPLOITANT

L'Exploitant est responsable de l'état des installations qui lui sont confiées, que son personnel soit présent ou absent des sites.

**A ce titre, il devra signaler par écrit, les incidents prévisibles, les aménagements imposés par la sécurité ou l'évolution de la réglementation, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner la non-exécution des travaux demandés.**

Pendant toute la durée du marché, l'Exploitant est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit encore aux installations objet du présent marché, qui pourraient survenir pendant ou suite à un défaut dans l'exécution de ces prestations.

A cet effet, il doit contracter une assurance de responsabilité civile à son nom couvrant tous les risques (accidents, incendie, explosion, vol, gel, dégâts des eaux), et prenant effet au moins à la date de début d'exécution du marché.

Si ce justificatif ne pouvait être produit dans un délai de 10 jours à compter de la prise d'effet du présent contrat, ce dernier sera résilié par le SIED 70 sans délai ni indemnité.

Il appartiendra à l'Exploitant dans le cadre de son devoir de conseil, de signaler par écrit ses doutes éventuels sur la présence de contaminations bactériennes, et de proposer toutes les mesures qui lui apparaîtront souhaitables.

Sont exclus de sa responsabilité, sous bénéfice de preuve apportée par l'Exploitant, les dommages dus :

- A un cas de force majeure tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence ou déterminé comme ci-dessous.
- De convention expresse entre les parties, pour l'application de l'ensemble du marché, est considéré comme cas de force majeure exonérant l'Exploitant de toute responsabilité, tout fait ou événement imprévisible et inévitable qui le met, lui ou ses sous-traitants, dans l'impossibilité d'exécuter tout ou une partie de ses engagements, ou qui ne lui permet pas d'empêcher un dommage de se produire, tel que fait de guerre, émeute, mouvement populaire, manifestation quelconque, coupure d'électricité ou d'eau.

Dans le cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt de longue durée des prestations et des fournitures de l'Exploitant, celui-ci proposera au SIED 70 une adaptation provisoire du contrat à cette situation, notamment dans ses clauses de facturation.

- A l'intervention d'un tiers que ce dernier n'aurait pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.
- A une défaillance des installations non soumises aux prestations du présent marché.

Si les installations ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, notamment à celles relatives à la sécurité des personnes et à la lutte contre la pollution atmosphérique et des eaux, l'Exploitant, dès qu'il en a connaissance, devra le signaler au SIED 70.

L'Exploitant fera son affaire de toutes démarches administratives, déclarations diverses etc..., relatives au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

---

## **ARTICLE 11 - CONTENU DES PRIX**

---

### **11.1 GÉNÉRALITÉS**

Les prix seront réputés tenir compte des impôts et taxes en vigueur pour chacun des postes de facturation, à la date de signature du marché.

Toute nouvelle taxe, charge fiscale ou parafiscale s'appliquant directement sur le prix sera répercutée sur les différents postes et prix précisés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

### **11.2 ABONNEMENTS / DROITS DE RACCORDEMENT**

Le SIED 70 assurera la souscription des abonnements et/ou des droits de raccordements nécessaires à la livraison de l'énergie auprès des usagers.

Ces redevances sont dissociées du présent marché.

### **11.3 POSTE P2 - PRESTATIONS**

Les prestations réputées nécessaires pour assurer :

- la conduite, y compris les commandes de combustibles aux Fournisseurs de plaquettes, de fioul et granulés,
- la surveillance,
- le dépannage,
- l'astreinte,
- l'entretien des installations définies au C.C.T.P.,
- les fournitures et consommables nécessaires.

seront réglées à l'Exploitant, au prix global P2 indiqué à l'acte d'engagement actualisé conformément aux dispositions de l'article 12.1 ci-après.

### **11.4 POSTE P3 – MAIN D'ŒUVRE**

Les prestations de main d'œuvre réputées nécessaires pour assurer :

- Le remplacement et le renouvellement des matériels défectueux ou risquant de l'être.

seront réglées à l'Exploitant, au prix du salaire-horaire P3 indiqué à l'acte d'engagement actualisé conformément aux dispositions de l'article 12.2 ci-après.

Pour le paiement des fournitures de remplacement ou de renouvellement, se référer à l'article 5.5.5 du présent CCAP.

### 11.5 NOUVEAUX TARIFS

Dans le cas où de nouveaux bâtiments viendraient à être construits ou raccordés pendant la durée du contrat, le SIED 70 pourra convenir d'un avenant avec l'Exploitant, indiquant les modifications de la rémunération P2, pour la prise en charge des installations.

## ARTICLE 12 - REVISION DES PRIX

### 12.1 TERME P2

Le poste P2 sera révisé mensuellement par l'application de la formule :

$$P2 = P2_0 \times BT40 / BT40_0$$

Formule dans laquelle :

**P2** est le nouveau prix révisé.

**P2<sub>0</sub>** est le prix de règlement moyen mensuel des prestations, porté à l'acte d'engagement.

**BT40** est l'index national série n° 001710973, "Index du bâtiment - BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) » - Base 2010, , publié par l'INSEE et disponible à l'adresse ci-après :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710973>

dont la composition est la suivante :

Code-Définition	Matériel	Travail	Energie	Matériaux	Services	Transport
BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) – Base 2010	3%	46%	0%	41%	8%	2%

**BT40** est la valeur de l'index situé au 5<sup>ème</sup> rang précédent le mois de facturation concerné.

**BT40<sub>0</sub>** est la valeur de l'index situé au 5<sup>ème</sup> rang précédent le mois de notification du marché.

### 12.2 TERME P3 – MAIN D'OEUVRE

Les salaires horaires indiqués dans l'acte d'engagement pour le terme P3 seront révisés selon la même formule que le P2.

**BT40** est la valeur de l'index situé au 5<sup>ème</sup> rang précédent le mois de réalisation de l'intervention facturée.

## ARTICLE 13 - INTERESSEMENT OU PENALITE DE L'EXPLOITANT

### 13.1 GÉNÉRALITÉS

L'Exploitant s'engage à favoriser au maximum la production de chaleur à partir des chaudières plaquettes et à respecter la mixité fixée pour chaque chaufferie dans l'acte d'engagement.

Le taux de couverture de l'énergie produite sur chaque site sera quantifié en fin de chaque période annuelle (01/09 au 31/08 suivant) afin d'établir un intéressement ou une pénalité.

***L'Intéressement ou la Pénalité du taux de couverture plaquettes, calculé pour chaque site, sera au bénéfice ou à supporter par L'Exploitant et établit en fonction du taux de couverture plaquettes sur la répartition des quantités de chaleur produites par l'ensemble des combustibles utilisés pendant la période de chauffage, en comparaison au taux de couverture de référence défini pour chaque site à l'acte d'engagement.***

### **13.2 CALCUL DU TAUX DE COUVERTURE PLAQUETTES**

#### **Définition du taux de couverture réel de l'année : $Tx_{réel}$**

Pour calculer le taux de couverture plaquettes réellement obtenu pour chaque site en fonction des combustibles utilisés sur l'année, on appliquera la formule suivante :

$$Tx_{réel} = \frac{Qt_{plaquettes}}{Qt_{totale}}$$

avec :

- $Qt_{plaquettes}$  : Quantité de chaleur totale produite avec les plaquettes sur l'année mesurée au compteur de la ou des chaudières plaquettes.
- $Qt_{totale}$  : Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferie sur l'année mesurée aux compteurs de la totalité des chaudières (somme des compteurs des chaudières plaquettes et des chaudière d'appoint).

#### **Excès de Consommation de combustibles non plaquettes : $Tx_{réel} < Tx$**

La différence négative entre le taux de couverture réel obtenu et le taux de couverture de référence du site concerné, sera entièrement à la charge de l'Exploitant.

Cet avoir sera calculé selon la formule suivante :

$$Pénalité = (Qt_{totale} \times Tx - Qt_{plaquettes}) \times (K_{moyen} - K_{moyplaquettes})$$

Avec :

- $Qt_{plaquettes}$  : Quantité de chaleur totale produite avec le combustible plaquettes sur l'année enregistrée au compteur de la ou des chaudières du site concerné ;
- $Qt_{total}$  : Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferie sur l'année enregistrée aux compteurs des chaudières du site concerné (somme des compteurs) ;
- $Tx$  : Taux de couverture de référence auquel l'Exploitant s'est engagé pour le site concerné ;
- $K_{moyent}$  : Prix moyen de l'énergie d'appoint-secours consommée pendant l'année pour le site concerné ;
- $K_{moyplaquettes}$  : Prix moyen de l'énergie plaquettes consommée pendant l'année pour le site concerné.

#### **Gain de consommation de combustibles non plaquettes : $Tx_{réel} > Tx$**

La différence positive entre le taux de couverture réel obtenu et le taux de couverture de référence du site concerné, sera répartie à 50% pour l'Exploitant et à 50% pour le SIED 70.

Cette prime sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Intéressement} = (Q_{t_{\text{bois}}} - Q_{t_{\text{totale}}} \times Tx) \times (K_{\text{moyen}} - K_{\text{moybois}})$$

Avec :

- $Q_{t_{\text{plaquettes}}}$  : Quantité de chaleur totale produite avec le combustible plaquettes sur l'année enregistrée au compteur de la ou des chaudières du site concerné ;
- $Q_{t_{\text{totale}}}$  : Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferies sur l'année enregistrée aux compteurs de l'ensemble des chaudières du site concerné (somme des compteurs) ;
- $Tx$  : Taux de couverture de référence auquel l'Exploitant s'est engagé pour le site concerné ;
- $K_{\text{moyen}}$  : Prix moyen de l'énergie d'appoint-secours consommée pendant l'année ;
- $K_{\text{moyplaquettes}}$  : Prix moyen de l'énergie plaquettes consommée pendant l'année.

---

## ARTICLE 14 - MODALITES DE REGLEMENT

---

### 14.1 POSTES P2

Le poste P2 fera l'objet de 5 acomptes bimensuels à terme échu, égaux à 1/6 de la redevance annuelle.

Le solde tenant compte de l'actualisation définie à l'article 12.1 sera versé après, d'une part, que les prestations et, d'autre part, que les calculs d'ajustements, prévus au marché aient été entièrement réalisés.

Toutes interventions facturées, hors redevance annuelle fixée à l'acte d'engagement, doivent être adressées par l'Exploitant au SIED 70 dans le délai maximum de 30 jours à compter de la fin de l'intervention. Le SIED 70 refusera toute facture au-delà de ce délai.

### 14.2 POSTE P3 – MAIN D'ŒUVRE

Le poste P3- main d'œuvre sera réglé sur présentation des factures établies en fonction des heures de main d'œuvre effectuées.

Les copies des bons d'intervention correspondant seront jointes impérativement à la facture.

Le poste P3 sera actualisé en application de l'article 12.2 du présent document.

### 14.3 RÈGLEMENT EN FIN DE CHAQUE PÉRIODE ANNUELLE DU CONTRAT

A la fin de chaque mois d'août, un état des lieux et un procès verbal de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront dressés contradictoirement.

Au cas où des prestations rentrant dans le cadre du présent contrat se révéleraient nécessaires, le paiement de la dernière échéance serait différé jusqu'à la réalisation de ces prestations.

### 14.4 MODE DE PRÉSENTATION DES FACTURES

L'ensemble de ces factures sera émis sur support informatique, suivant un format agréé par la SIED 70 et confirmé sur support papier traditionnel.

### 14.5 DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai de paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture par le SIED 70.



Toutefois, si des dispositions législatives ou réglementaires plus favorables pour l'Exploitant s'imposent en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliqueront d'office.

Le dépassement du délai maximal entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application d'intérêts moratoires au taux d'intérêt légal national en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

#### **14.6 AVANCES FORFAITAIRES**

Compte tenu du paiement mensuel des prestations, il n'est pas prévu d'avance forfaitaire.

### **ARTICLE 15 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES**

---

#### **15.1 RETARD OU INTERRUPTION DE CHAUFFAGE OU DE PRODUCTION D'ECS**

Le montant des pénalités pour retard ou interruption dans l'exécution des prestations sera égal à :

$$\text{Pénalités} = n \times P2 / 90$$

formule dans laquelle :

- P2 = montant annuel actualisé du poste du P2 de l'installation concernée ;
- n = le nombre entier de journées de retard ou interruption, étant précisé que le nombre total d'heures de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier le plus proche.

#### **Conditions d'applications**

La prestation sera considérée comme non conforme, notamment si :

- le chauffage est mis en route avec un **retard de plus de 12 heures** sur la date demandée,
- il est constaté, pendant **plus de 8 heures consécutives**, l'absence de fourniture de chaleur et/ou de production d'ECS,
- tous les cas de retards à la mise en route ou interruptions, chacun d'une durée inférieure à douze heures consécutives, mais dont la durée totale cumulée pendant la saison de chauffage est supérieure à vingt-quatre heures ;
- si lors d'un dépannage, le dépassement du délai d'intervention est responsable d'une interruption de fourniture de chauffage ou de production d'ECS.

#### **15.2 INSUFFISANCE OU EXCES DE CHAUFFAGE ET DE PRODUCTION D'ECS**

Le montant des pénalités pour insuffisance ou excès de chauffage et/ou de production d'ECS sera égal à :

$$\text{Pénalités} = n \times P2 / 200$$

formule dans laquelle :

- P2 = montant annuel actualisé du poste du P2 de l'installation concernée ;
- n = le nombre de jours d'insuffisance ou excès de chauffage constaté.

### **Conditions d'applications**

La prestation sera considérée comme non conforme, notamment si :

- la température de boucle du réseau primaire ne permet pas de satisfaire durant plus de 24 heures au niveau des sous stations un régime de distribution compatible avec les valeurs de consigne de température intérieure des locaux exigée par les représentants des usagers ;
- la température de boucle du réseau primaire ne permet pas de satisfaire durant plus de 24 heures au niveau des sous stations un régime de distribution compatible avec les températures minimales d'eau chaude sanitaire exigée par les représentants des usagers.

### **15.3 REMISE DES DOCUMENTS**

Une pénalité sera appliquée aux retards de remise des certificats et documents de contrôle et de suivi demandés au CCTP. Son montant sera égal à :

$$\text{Pénalités} = 1\% \times P2 / \text{semaine}$$

formule dans laquelle :

- P2 = montant annuel actualisé du poste du P2 de l'installation concernée.

### **Conditions d'applications**

Cette pénalité sera notamment appliquée dans les cas suivants :

- Certificat d'assurance 10 jours après notification du marché et à chaque date anniversaire du contrat ;
- Justificatifs de qualifications des intervenants, à chaque changement ;
- Rapports annuels d'exploitation, au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année ;
- Attestations des contrôles périodiques obligatoires ;
- Fiches d'intervention et des appels d'astreinte.

### **15.4 MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE MAINTENANCE**

En cas de non-exécution ou de retard d'une prestation de maintenance prévue au présent marché, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 500 € par site concerné.

Pour tout manquement grave aux obligations, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 1 000 € par site concerné.

#### **Faute grave :**

- Dégradation du matériel des installations ;
- Interventions non justifiées entraînant un dysfonctionnement grave des équipements ;
- Dégradation suite à la méconnaissance ou au mauvais entretien des installations et matériels ;
- Autres...

Si ce manquement a engendré des désordres techniques, les coûts de remise en état de l'installation concernée (fourniture et main d'œuvre) seront à la charge du Titulaire.

Il reste convenu que ces pénalités ne se substituent pas à l'application de résiliation prévue au présent CCAP, ni des éventuelles actions judiciaires que le SIED 70 pourrait être à même d'engager.

Le SIED 70 se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € pour tout manquement, en particulier :

- Absence à un rendez-vous non justifiée ;
- Retard non justifié dans une intervention ;
- Absence de compte-rendu d'incident ou d'astreinte.

### **15.5 RETARD D'INTERVENTION DE DEPANNAGE**

En cas de retard d'intervention pour dépannage supérieur au délai d'astreinte prévu à l'article 7.5.17 du CCTP, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité égale à :

- 100 € pour un retard inférieur à 1 heure ;
- 500 € pour un retard compris 1 heure et 4 heures ;
- 500 € + 200€/heure au-delà de 4 heures ;

### **15.6 CAS OÙ LES PÉNALITÉS NE S'APPLIQUENT PAS**

Aucune pénalité ne sera appliquée dans les cas suivants :

- Température extérieure moyenne journalière inférieure à la température de base (-13°C) ;
- Arrêt de l'installation en cas d'urgence, après en avoir avisé le SIED 70 ;
- Intervention d'un tiers non habilité par le SIED 70 sur les installations de GTC en chaufferie ou sous-stations.

### **15.7 CAS DE FORCE MAJEURE**

Les cas de force majeure sont déterminés par la jurisprudence.

Dans les cas de force majeure qui risquent d'engendrer des restrictions permanentes ou un arrêt de longue durée de la fourniture de chaleur, l'Exploitant devra proposer au SIED 70 une adaptation provisoire à cette situation, avec une adaptation concertée de ses clauses de facturation.

---

## **ARTICLE 16 - ASSURANCES**

---

Pendant toute la durée du marché, l'Exploitant est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit encore aux installations objet du présent marché, qui pourraient survenir pendant ou suite à un défaut dans l'exécution de ces prestations.

A cet effet, il doit contracter une assurance de responsabilité civile à son nom couvrant tous les risques (accidents, incendie, explosion, vol, gel, dégâts des eaux), et prenant effet au moins à la date de début d'exécution du marché.

Si ce justificatif ne pouvait être produit dans un délai de 10 jours à compter de la prise d'effet du présent contrat, ce dernier sera résilié par le SIED 70 sans délai ni indemnité.

Le Titulaire doit justifier qu'il dispose, à la notification de son marché et à chaque date anniversaire du contrat :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil en ce qui concerne les travaux soumis à l'obligation d'assurance décennale au sens de la Loi n° 78.12 du 4 janvier 1978.

## **ARTICLE 17 - MISE EN DEMEURE - RESILIATION**

---

### **17.1 MISE EN DEMEURE**

Dans le cas de prestations non conformes, le SIED 70 peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre l'Exploitant en demeure de remédier aux non-conformités constatées, dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, l'Exploitant ne peut assurer ses obligations, le SIED 70 pourra y faire pourvoir par l'Entreprise de son choix, aux frais et risques de l'Exploitant.

Les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP continueront de s'appliquer pendant la période où le SIED 70 assurera cette obligation à la place de l'Exploitant.

### **17.2 RÉSILIATION**

Le contrat sera résilié de plein droit sans indemnité dans les cas suivants :

- Quarante huit heures après réception d'une deuxième lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet ;
- Transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du marché ;
- Faute grave dans les opérations lui incombant ;
- En cas de liquidation de biens, de faillite, de règlement judiciaire, de dissolution de la société exploitante, sauf si le SIED 70 accepte les offres qui pourraient lui être faites pour la continuation du marché ;
- Non-présentation après un délai de 30 jours après mise en demeure, des documents de preuve de garantie d'assurances demandés.

### **17.3 RÉSILIATION POUR RETARD OU INSUFFISANCE / MISE EN DEMEURE**

Dans le cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture, comme spécifié précédemment, le SIED 70 mettra l'Exploitant en demeure de remédier à ces retards, interruptions ou insuffisances dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de la lettre recommandée de mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, si l'Exploitant ne pouvait assurer une fourniture normale, le SIED 70 pourvoirait aux frais et risques de l'Exploitant.

Le marché pourrait être résilié dans les conditions fixées au C.C.A.G. selon les dispositions des articles 34 à 36. Il serait de même si, d'une façon générale, l'Exploitant se montrait incapable d'assurer l'exploitation qui lui est confiée et d'entretenir les équipements de production et de distribution de la chaleur.

### **17.4 DÉFAILLANCE DE L'EXPLOITANT EN CAS DE FORCE MAJEURE**

Si l'Exploitant ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera, avec le SIED 70, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif de la prestation et d'organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, les parties peuvent demander la résiliation du marché dans les conditions fixées au C.C.A.G.

## ARTICLE 18 - CLAUSES DE JURIDICTION

---

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

Si toutefois elles ne peuvent parvenir à un accord, le différend sera soumis au Tribunal Administratif de Besançon, seul compétent pour connaître du litige.

## ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG

---

Le présent document déroge à différents articles du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS 2009) passé au nom de l'Etat (Arrêté du 19 janvier 2009) :

Articles du CCAG dérogés

11.6 - Remise de la demande de paiement

14 - Pénalités

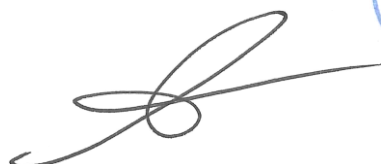
par les articles du présent CCAP

14.1 – Poste P2

15 – Prestations non conformes -Pénalités

A Vaivre et Montoille,

Le 6 Août 2018



Jacques ABRY,  
Président de la Régie des EnR du SIED 70



Vu et approuvé le présent CCAP,  
établi par le SIED 70,

A

le

Le Titulaire  
(Nom, et Qualité du signataire et Cachet)